

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MY MONEY BANK

Établissement de crédit agréé en qualité de banque
 Société Anonyme au capital de 276 154 299,74 €
 784 393 340 - R.C.S. Nanterre
 Siège social : Tour Europlaza – 20 avenue André Prothin
 92063 Paris La Défense cedex

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2026**I. — Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.		12 553	23 133
Effets Publics et valeurs assimilées	15 - 30 - 34	115 667	133 058
Créances sur les établissements de crédit	13 - 26a - 29 - 30	1 345 123	1 410 457
Opérations avec la clientèle	14 - 26a - 29 - 30	4 553 503	4 924 369
Obligations et autres titres à revenu fixe	15 - 18 - 26a - 30 - 34	110 414	476 024
Actions et autres titres à revenu variable	15 - 30 - 34	491	491
Participations et autres titres détenus à long terme	16 - 18 - 29 - 32	5 244	7 024
Parts dans les entreprises liées	16 - 26a - 29 - 32	89 368	73 530
Crédit-bail et location avec option d'achat	17 - 26a	0	0
Immobilisations incorporelles	18 - 26a	1 913	3 376
Immobilisations corporelles	18	3 153	3 917
Capital souscrit non versé		-	-
Autres actifs	19	17 329	58 445
Comptes de régularisation	20	66 566	112 244
Total de l'actif		6 321 323	7 226 067

Passif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	21 - 29 - 30	3 641 209	3 611 675
A vue		151 849	238 301
A terme		3 489 360	3 373 375
Opérations avec la clientèle	22 - 29 - 30	2 070 965	2 928 096
A vue		117 504	663 566
A terme		1 953 461	2 264 529
Dettes représentées par un titre	23 - 29 - 30	-	-
Autres passifs	24	29 907	31 636
Comptes de régularisation	25	27 336	33 656
Provisions pour risques et charges	26	127 903	89 295
Dettes subordonnées	27 - 29 - 30	182 962	164 276
Fonds pour risques bancaires généraux		-	-
Capitaux propres hors FRBG		241 041	367 433
Dont Capital souscrit	28	276 154	276 154
Dont Primes d'émission	28	28 474	28 474
Dont Réserves	28	27 875	27 875
Dont Report à nouveau	28	34 929	100 294
Dont Résultat en attente d'approbation	28	-	-
Dont Résultat	28	-126 392	-65 366
Total du passif		6 321 323	7 226 067

Hors bilan	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Engagements donnés		
Engagements de financement	86 308	130 673
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	-	-

Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	86 308	130 673
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	1 977 431	2 880 702
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	1 961 180	2 845 029
Dont entreprises liées	1 961 180	2 841 762
Dont participations	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	16 251	35 673
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Total	2 063 740	3 011 375
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de financement reçus de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	1 677 000	2 059 318
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	4 633	4 844
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie reçus de la clientèle	1 672 367	2 054 474
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Total	1 677 000	2 059 318

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	02	237 235	282 730
Intérêts et charges assimilées	02	-151 873	-190 320
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	-	-
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	-	-
Revenus des titres à revenu variable	04	5 266	5 068
Commissions (produits)	05	10 795	10 045
Commissions (charges)	05	-16 270	-18 498
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	06	-20 011	-15 214
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	06	791	473
Autres produits d'exploitation bancaire	07	39 817	47 026
Autres charges d'exploitation bancaire	07	-4 854	-1 648
Produit net bancaire		100 896	119 662
Charges générales d'exploitation	08	-152 470	-141 207
Charges de personnel		-102 340	-86 130
Autres frais administratifs		-50 130	-55 077
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-2 268	-2 162
Résultat brut d'exploitation		-53 843	-23 708
Coût du risque	09	-72 501	-41 561
Résultat d'exploitation		-126 344	-65 269
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	10	-48	-97
Résultat courant avant impôts		-126 392	-65 366

Impôt sur les bénéfices	11	-	-
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	12	-	-
Résultat net		-126 392	-65 366

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constatant que le résultat de l'exercice 2025 fait ressortir une perte de 126 391 672,47 euros, décide d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

— au compte « Report à Nouveau » à hauteur de 126 391 672,47 euros.

Le compte Report à Nouveau se montera après affectation à -91 463 115,19 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents, il est rappelé que :

— il n'a été distribué aucun dividende au titre des exercices sociaux clos le 31 décembre 2022, le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024 ;

— il ne sera pas proposé de distribution de dividendes au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2025.

Nous vous informons que la Société a supporté une charge de 161 773 euros au titre de l'article 39-4 du Code général des impôts au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexe

Note 1. – Principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « autres produits d'exploitation bancaire ».

Son application est sans incidence sur les états financiers de MY MONEY BANK (ci-après « MMB ») au 31 décembre 2025. Les autres modifications introduites par ce règlement n'ont pas d'impact sur les comptes des entreprises du secteur bancaire appliquant le règlement ANC n° 2014-07.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

MMB présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

MMB est détenue par CCF HOLDING, à hauteur de 99,99 % (soit 43 284 372 actions) et par Sorefi à hauteur de 0,01 % (soit 1 action).

Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2025 a été marqué par les événements significatifs suivants :

1. – Projet de transformation de MMB SA

Le groupe CCF a initié en décembre 2024 un processus d'information-consultation des instances représentatives du personnel (« Comité Social et Economique » ou « CSE ») concernant My Money Bank SA et relatif à un projet de transformation. Ce projet s'inscrit dans la stratégie du Groupe, visant à le repositionner comme la banque patrimoniale de référence en France et à renouer avec une croissance pérenne et durable. Il vise à restaurer durablement la compétitivité du Groupe sur les marchés de la banque de financements spécialisés, garantissant ainsi son développement à long terme. Ce processus d'information/consultation s'est achevé par la signature le 25 juin 2025 avec le CSE d'un accord définissant les mesures d'accompagnement du projet de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Cet accord prévoit notamment des mesures d'accompagnement telles que des indemnités de départ pour les salariés quittant l'entreprise, des congés de

reclassement (période de dispense d'activité rémunérée) et des possibilités de départ en retraite anticipée. Cet accord a été validé par la direction du travail (DRIETS) en août 2025.

Le PSE prévoit le départ de 151 salariés de My Money Bank.

Ce PSE s'organise autour de trois vagues de départs échelonnées entre le troisième trimestre 2025 et fin 2026. Chacune de ces trois vagues comprend une phase de départ sur base volontaire, puis une vague de départs contraints. La première de ces trois vagues de départs s'est déroulée entre septembre et décembre 2025, période pendant laquelle les collaborateurs éligibles ont pu notamment signaler leur intérêt pour un départ volontaire aux conditions proposées par le PSE, leur candidature étant ensuite examinée et validée (ou non) par la commission économique.

Une provision pour restructuration de 45 millions d'euros a été comptabilisée dans les livres de My Money Bank.

2. – Opérations de refinancement

Financement BCE

Au cours de l'exercice 2025, My Money Bank a participé aux opérations d'open market de la BCE « Main Refinancing Opérations » ou MRO lors du 1^{er} trimestre 2025 dans le cadre de tests réguliers des opérations de refinancement.

Opérations de titrisation

Au 31 décembre 2025, My Money Bank ne dispose d'aucune opération de titrisation en tant qu'émetteur, le total des titres émis est donc nul. Si My Money Bank n'a pas eu recours à des opérations de titrisation au 31 décembre 2025, My Money Bank se réserve la possibilité, conformément à sa stratégie de refinancement, de mettre en place de nouvelles titrisations à l'avenir.

Refinancement intragroupe

My Money Bank est également refinancée à travers des prêts intragroupes souscrits auprès de CCF. Le montant des emprunts de MMB auprès de CCF au 31 décembre 2025 s'élève à 1,842 milliards d'euros.

Obligations foncières

MMB a la capacité d'émettre des obligations foncières émises par sa filiale MMB SCF. Au 31 décembre 2025, le montant des obligations foncières s'élève à 1,6 milliards d'euros.

Programme de dépôts

A la suite de l'acquisition par CCF des activités de banque de détail en France de HSBC en 2024, le programme de dépôts de MMB a été ajusté. L'activité de collecte intermédiée de dépôts en France a été arrêtée et la collecte de dépôts Raison a été très fortement limitée. Les encours de dépôts MMB au 31 décembre 2025 s'élèvent à 1,3 milliards d'euros.

3. – Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société – Effet du changement climatique et stratégie bas-carbone

CCF Holding publie dans son rapport de durabilité – CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ses impacts, risques et opportunités sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que le pilotage mis en place sur l'ensemble de ces enjeux.

Ce rapport décrit notamment les risques financiers liés aux effets du changement climatique ainsi que les mesures prises par le Groupe CCF pour les réduire.

Les informations contenues dans ce rapport de durabilité concernent l'ensemble des entités du Groupe CCF dont MMB fait partie.

Le Groupe est principalement exposé aux risques climatiques au travers de ses activités de financement, de ses activités d'investissement, via la détention de titres principalement émis par des entreprises ou des Etats, des agences et biens immobiliers qu'il possède ou qu'il occupe (agences et siège en France et dans les DOMs).

Changement de méthode

Aucun changement de méthodes n'a affecté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en quatre grandes catégories, les crédits à l'habitat, les crédits à la consommation, les crédits automobiles et les crédits restructurés. Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux.

Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

L'utilisation des systèmes de notation varie en fonction de la nature du produit :

- Pour la consolidation de crédits sans garantie : un score d'aide à la décision développé en interne est utilisé ;
- Pour les professionnels de l'immobilier : à l'octroi, une grille de notation interne est utilisée en parallèle de deux notations externes (BDF et Moody's scoring CMM) ;
- Pour les autres produits (DFS, DRE, ...) plus de nouvelles origination : les notations utilisées dans le cadre du suivi du risque de crédit sont les notations BDF et S&P ou Moody's quand celles-ci sont disponibles.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la banque, ne présentent pas de risque de non-recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois (ou six mois en matière de crédit et crédit-bail immobiliers).

Créances douteuses

My Money Bank applique la réglementation définie par le règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC). My Money Bank distingue comptablement les encours sains et les encours douteux. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- Un risque probable ou certain de non-recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobiliers et depuis plus de six mois en matière de crédit et crédit-bail immobiliers) ;
- Un risque avéré sur la contrepartie lorsqu'elle présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, il existe un risque de crédit avéré pouvant se traduire par un risque de non-recouvrement (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- L'existence d'une procédure contentieuse (procédure de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien ...).

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutive à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Neiertz.

En cas de restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation à retenir est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. Afin de couvrir le risque de non-recouvrement des flux à encaisser subsistant suite à une restructuration, une dépréciation peut être constituée et vient s'ajouter au montant de la décote. Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. La décote restant à amortir revêt un caractère définitif et continue d'être amortie même en cas de retour en encours sain. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux et dépréciés en conséquence.

La décote constatée lors d'une restructuration est enregistrée en coût du risque, par contre son amortissement ainsi que les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés « prorata temporis » ainsi que les intérêts sur les échéances impayées.

Dépréciations

Les créances douteuses, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations calculées en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif pour les prêts à taux variable, elles sont déterminées soit :

- Créance par créance en prenant en considération les garanties appelées ou susceptibles de l'être pour les activités de crédit à l'habitat et les crédits restructurés présentant une garantie immobilière,
- Pour les activités de crédits à la consommation et de crédits restructurés non sécurisés, créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux d'intérêt effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrecouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Valorisation des garanties

Chaque prêt immobilier octroyé est assorti d'une hypothèque de premier rang. L'évaluation des biens donnés en garantie des crédits accordés est réalisée lors de l'examen de la demande de crédit.

Plusieurs types d'évaluation sont envisageables par le Groupe, soit une expertise physique du bien soit une évaluation statistique du bien (via MEILLEURSAGENTS.COM)

Le choix du type d'évaluation dépend de plusieurs éléments à savoir : Situation géographique, Montant du financement, la « Loan to Value » ratio hypothécaire déterminé en rapportant le montant du prêt octroyé à la valeur retenue du(des) bien(s) pris en garantie.

My Money Bank effectue une actualisation trimestrielle de la valeur des garanties hypothécaires. Elle s'appuie pour cela sur une méthode générique statistique, dans le respect des obligations réglementaires, en appliquant un coefficient d'actualisation à la valorisation initiale de la garantie. Ce coefficient est standardisé pour tous les dossiers réalisés le même trimestre d'une année, garantis par un gage de même nature (appartement/maison) et localisé dans une même région.

La distinction selon la région est restreinte à l'Île De France, PACA et Rhône-Alpes. Les autres régions ne font pas l'objet d'une différenciation.

Il existe donc 8 strates différentes croisant les régions et type de gage.

Les sources de données sont basées sur l'indice INSEE qui est produit par les Notaires de France. Cet indice repose sur les prix des transactions réalisées permettant ainsi une approche précise du prix réel des biens immobiliers anciens.

Provision sur risque de crédit sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la banque comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Cette analyse est réalisée pour l'ensemble du portefeuille de crédit-bail concerné, les dossiers de crédits-baux présentant une marge financière négative étant compensés par les dossiers de crédit-baux à marge positive. Au 31 décembre 2025, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

Portefeuille titres

Le portefeuille titres de MMB est classé à la fois d'après la nature des titres, les objectifs de détention, les conditions de refinancement, les critères de décision de cession, la nature des gains attendus et de la réglementation comptable. La banque identifie dans son système d'information comptable, dès leur réalisation, en date de règlement-livraison et quelle que soit la catégorie comptable à laquelle ils appartiennent, les opérations sur titres selon qu'elles concernent les activités correspondant aux catégories suivantes :

- Titres de transaction : Titres acquis sur un marché actif avec l'intention de les revendre à court terme.
- Titres d'investissement : Titres à revenu fixe, assortis d'une échéance fixée et avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.
- Titres de placement : Tous les autres titres qui ne sont pas inscrits parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement.
- Autres titres à long terme : Investissement réalisé sous forme de titres, en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.
- Titres de participation et parts dans les entreprises liées : Titres de sociétés appartenant au groupe et qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus et/ou représentant plus de 10 % des droits de vote dans le capital.

Les titres à revenu fixe sont enregistrés à la date de leur acquisition, pour leur prix d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition des titres est différent à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Transfert d'une catégorie à une autre

La banque n'a pas procédé au cours de l'année 2025 à des transferts de titres d'une catégorie à une autre.

Dépréciations des titres de placement

La revalorisation des titres de placement est réalisée mensuellement. Au 31 décembre 2025, une dépréciation d'un montant de 0,435 millions d'euros a été constatée.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les participations dans les entreprises liées comprennent :

- Les titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise de façon durable.
- Les participations dans les sociétés immobilières de promotion comprennent, outre la valeur d'inventaire des titres, les avances en compte courant qui leur sont consenties.
- Les entreprises liées sont les entreprises susceptibles d'être incluses, par intégration globale, dans un même ensemble consolidable.

Les participations dans les entreprises liées font l'objet de la règle d'évaluation suivante :

- Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais. Les dividendes sont portés en compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ». En fin d'exercice, l'évolution de la situation des sociétés concernées, et leurs perspectives d'avenir conduisent, le cas échéant, à la constitution de provisions par le biais d'un test de dépréciation. Les dotations liées aux dépréciations se rapportant à ces titres sont inscrites au compte de résultat à la rubrique « gains et pertes sur actifs immobilisés ». Un test de dépréciation a été mené sur les titres, il n'a pas été constitué de provision pour dépréciation au 31/12/2025.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Dettes représentées par un titre

Les primes d'émission et de remboursement des titres émis sont enregistrées en « Comptes de régularisation » à l'actif du bilan. Elles sont considérées comme des compléments d'intérêts et amorties sur les durées de vie des emprunts. Par exception à cette règle, les titres à coupon zéro sont enregistrés au passif pour le montant perçu à l'émission et majorés progressivement de la partie courue de la prime.

Par dérogation au principe de non-compensation, seul le résultat net des différents éléments composant chaque produit est comptabilisé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Immeubles : de 20 à 40 ans linéaire
- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Dettes subordonnées

La société a contracté auprès de CCF Holding des dettes subordonnées. Ces dettes correspondent à une partie des emprunts souscrits par CCF Holding auprès du marché. Les dettes subordonnées, portées par CCF Holding auprès du marché, sont ainsi représentées par 2 types d'instruments présentant les caractéristiques suivantes :

- Des obligations subordonnées perpétuelles (« AT1 » ou « Additional Tier One »), émises en juin 2024 pour 225 millions d'euros, éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 1. Les instruments AT1 sont des obligations dont la maturité est perpétuelle, le remboursement s'effectuant, à partir de la 5^{ème} année (via l'exercice d'une option de rachat), à la discrétion de l'émetteur, si ses ratios de solvabilité le permettent et sous réserve de l'accord du régulateur. Le paiement du coupon – 9,25 % - est discrétionnaire. Les obligations AT1 de My Money Group sont cotées sur le marché parisien Euronext.
- Des obligations subordonnées (« Tier 2 »), émises en février 2025 pour 250 millions d'euros et éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 2. Ces instruments Tier 2 permettent de renforcer et de diversifier la structure de fonds propres du Groupe pour consolider ses ratios de solvabilité et soutenir le développement de ses activités. L'instrument a également été structuré de sorte à renforcer la solvabilité du Groupe conformément aux règles fixées par la méthodologie de l'agence de notation S&P (Ratio RAC).
Le coupon est fixé à 5 % l'an. Les instruments Tier 2 de My Money Group sont cotés sur Euronext Paris.

Les coûts de mise en place de ces opérations (initialement supportés par CCF Holding), sont étalés sur une durée de 5 années (call option date).

Les intérêts courus non échus sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conditions de la subordination

Pour l'AT1 :

- Subordination dans l'ordre des créanciers (seules les actions sont plus juniors).
- Paiement du coupon discrétionnaire (à la main de l'émetteur).
- Mécanisme d'absorption des pertes si le ratio de solvabilité CET1 passe sous 5,125 %, auquel cas l'AT1 se transforme en capital CET1 ou dévalué.

Pour le Tier 2 :

- Subordination dans l'ordre des créanciers (seules les actions et l'AT1 sont plus juniors).
- Mécanisme d'absorption des pertes si le ratio de solvabilité CET1 passe sous 7 %, auquel cas le Tier 2 se transforme en capital CET1 ou dévalué.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et retraites complémentaires propres au Groupe

Pour couvrir les charges futures d'indemnités de fin de carrière et de retraites complémentaires propres à MMB, des contrats ont été souscrits au niveau de la société My Money Bank auprès des compagnies d'assurances. En matière d'indemnités de fin de carrière, les droits acquis sont intégralement couverts.

En ce qui concerne les retraites complémentaires versées au personnel ayant quitté le Groupe, les compagnies d'assurances ont reçu les fonds nécessaires et sont responsables du versement des rentes. Les droits acquis au titre des retraites complémentaires concernant le personnel en activité sont également totalement couverts à la fois par des fonds versés aux compagnies d'assurances et par une provision.

Les engagements sociaux font l'objet d'une évaluation actuarielle par un cabinet d'actuariat indépendant.

Le taux d'actualisation a été déterminé en référence au rendement au 31 décembre 2025 des obligations d'entreprises de première catégorie de notation financière AA ou supérieure ayant une durée comparable à la durée moyenne des engagements du Groupe dans chaque zone.

Le groupe a pris en compte l'évolution du taux d'actualisation (3,89 % au 31 décembre 2025 versus 3,40 % au 31 décembre 2024) afin de réévaluer ses engagements sociaux sur la clôture annuelle. Les autres données et hypothèses restent inchangées par rapport aux calculs au 31 décembre 2022.

Impôt sur les bénéfices

La convention d'intégration fiscale entre chaque société membre du groupe et la tête de groupe prévoit la méthode de la neutralité, tant pour la détermination du résultat fiscal que pour le paiement de l'IS par les filiales. Ainsi, pour les besoins du calcul de sa charge d'impôt individuelle et de la participation, chaque société continue à calculer son résultat comme si elle n'était pas membre de l'intégration fiscale (déclaration 2058 A-bis).

Ceci permet de déterminer le montant d'IS à comptabiliser en charge et que chaque filiale devra verser à la société mère : prise en compte des déficits générés pendant l'intégration fiscale, quote-part de frais et charges de 5 % sur les dividendes éligibles au régime mère-fille, etc.

Chaque filiale verse donc à la société mère ses acomptes et son solde d'IS en fonction de ses résultats propres, comme si elle n'avait pas été intégrée.

La mère comptabilise la différence entre la dette d'impôt du groupe et le cumul des charges d'impôts comptabilisées par les filiales (profit ou perte d'intégration fiscale).

A noter que pour les déficits, ceux générés pendant l'intégration fiscale n'appartiennent plus à la société qui les a générés (absence de report de la déclaration 2058-B), la société mère étant seule redevable de l'IS pour l'ensemble du groupe.

Cependant selon la méthode de neutralité, ces déficits sont pris en compte pour le calcul de l'IS individuel (déclaration 2058-B bis pour la filiale pendant l'intégration fiscale).

Concernant l'exercice 2025, le résultat fiscal étant déficitaire, aucune charge d'IS calculée et comptabilisée pour My Money Bank.

Honoraires de commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2025 et 2024 pour My Money Bank S.A. (« la société ») sont présentés dans les notes annexes des comptes consolidés du groupe CCF dont la société est une filiale directe.

Evènements post clôture

Guerre au Moyen-Orient

Depuis fin février 2026, le Moyen-Orient fait face à un conflit armé et des tensions géopolitiques majeures liés à la situation en Iran. Bien qu'il soit difficile à ce stade d'en mesurer les conséquences, le Groupe CCF suit avec attention les développements de ce conflit susceptible d'impacter significativement l'environnement économique mondial, en ce compris les marchés du crédit et le niveau des taux d'intérêt, les marchés actions ou encore une hausse de l'inflation, du coût des matières premières ou de potentielles ruptures des chaînes d'approvisionnement.

Consolidation des comptes :

Les comptes de MMB sont consolidés dans le groupe CCF – 103, rue de Grenelle - 75007 Paris 820 982 619 R.C.S Paris par la méthode de l'intégration globale.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45 du CMF/Avis CNC n°2009-11) :

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que MMB n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de CCF HOLDING.

Note 2. – Intérêts produits et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	42 779	48 922
Opérations avec la clientèle	188 330	217 227

Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	5 900	16 355
Produits sur prêts subordonnés	226	227
Sous-total	237 235	282 730
Intérêts et charges assimilées		
Opérations avec les établissements de crédit	-61 079	-53 946
Opérations avec la clientèle	-72 315	-121 192
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-1 961	-2 100
Charges sur dettes subordonnées	-16 517	-13 083
Sous-total	-151 873	-190 320
Total	85 362	92 410

Note 3. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Loyers, indemnités et produits divers	-	-
Reprise de provisions	-	-
Plus-values de cessions	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Reprise des dépréciations créances douteuses	-	-
Sous-total	-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Intérêts et charges assimilées	-	-
Dotation aux amortissements	-	-
Dotation aux provisions	-	-
Moins-values de cessions	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Dotation des dépréciations créances douteuses	-	-
Sous-total	-	-
Total	-	-

Note 4. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Revenu des titres à revenu variable		
Titres de placement et autres titres de l'activité de portefeuille	-	-
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	7	8
Parts dans les entreprises liées	5 259	5 059
Total	5 266	5 068

Note 5. – Commissions produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Commissions et produits assimilés		
Opérations avec la clientèle	3 894	2 279
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations de change	-	0
Opérations sur titres	-	-
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Courtage d'assurance	3 224	3 191
Engagement de financement et de garantie	3 506	4 475
Prestations de service financier diverses	171	101

Sous-total	10 795	10 045
Commissions et charges assimilées		
Opérations avec la clientèle	-16 065	-18 205
Opérations avec les établissements de crédit	-64	-92
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Engagement de financement et de garantie	-4	-21
Prestations de service financier diverses	-137	-180
Sous-total	-16 270	-18 498
Total	-5 475	-8 453

Note 6. – Gains ou pertes sur opérations sur portefeuilles de titres

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation		
Opérations de change	-6	13
Opérations sur instruments financiers	-20 006	-15 227
Sous-total	-20 011	-15 214
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés		
Plus ou moins value sur cession de titres de placement	-80	-487
Perte sur détitrisation	-	-139
Variation de la provision sur parts des FCT et autres titres	871	1 099
Sous-total	791	473
Total	-19 220	-14 741

Note 7. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Autres produits d'exploitation bancaire		
Produits liés à l'assurance	2 568	3 485
Prestations intra-groupe & charges refacturées	37 192	43 477
Produits accessoires	57	64
Reprises de provisions	-	-
Sous-total	39 817	47 026
Autres charges d'exploitation bancaire		
Debt sales	-5 487	-0
Cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts & Résolution	790	-1 556
Autres	-158	-92
Dotation & reprise de provisions	-	-
Sous-total	-4 854	-1 648
Total	34 963	45 378

Note 8. – Charges générales d'exploitation

Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Charges de personnel	-102 340	-86 130
Frais de personnel	-75 649	-55 281
Charges de retraite	-5 220	-10 886
Autres charges sociales	-16 167	-15 621
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-4 446	-4 315
Participation et intéressements des salariés	-858	-27

Autres frais administratifs	-50 130	-55 077
Autres frais administratifs	-46 595	-46 662
Jetons de présence	-	-
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-3 535	-8 415
Total	-152 470	-141 207

Effectif moyen de l'exercice

	Exercice 2025	Exercice 2024
Effectif moyen de l'exercice (ETP)		
Techniciens	38	51
Cadres	423	486
Total	462	537

Note 9. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Coût du risque sur clientèle	-66 908	-41 560
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-64 532	-40 265
Reprises sur provisions sur créances douteuses	12 952	12 229
Dotations aux provisions sur la clientèle	-14 116	-10 261
Reprises sur provisions sur la clientèle	12 047	3 935
Pertes sur créances irrécouvrables	-11 078	-3 729
Récupérations sur créances amorties	570	93
Actualisation CRC 2005-03	532	-455
Décote sur restructurés	-3 283	-3 108
Autres opérations	-5 593	-0
Risque opérationnel	-	-
Cessions de créances	-	-
Total	-72 501	-41 561

Note 10. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Immobilisations financières	-48	-83
Plus ou moins-values sur titres	-	-
Variation des dépréciations sur titres	-48	-83
Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-14
Plus-value	-	-
Moins-value	-	-14
Variation des dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	-48	-97

Note 11. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Impôt exigible de l'exercice	-	-
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	-	-
Crédit Impôt Mécénat	-	-
Profit d'intégration	-	-
Variation des provisions pour risques	-	-

Total	-	-
-------	---	---

Note 12. – Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Dotation à la provision pour FRBG	-	-
Reprise de la provision pour FRBG	-	-
Total	-	-

Note 13. — Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances à vue	246 016	340 995
Créances à terme	1 089 042	1 059 397
Prêts subordonnés	10 065	10 065
Total	1 345 123	1 410 457

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement par durée résiduelle		
Créances rattachées	32 179	23 615
Autres éléments non ventilables		-
≤ 3 mois	666 943	340 842
Dont prêts subordonnés		-
> 3 mois et ≤ 1 an	45 000	82 000
Dont prêts subordonnés		-
> 1 an et ≤ 5 ans	601 000	964 000
Dont prêts subordonnés	10 000	10 000
> 5 ans		-
Dont prêts subordonnés		-
Total	1 345 123	1 410 457

Note 14. – Créances sur la clientèle

Par type de créances

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle par nature		
Créances sur la clientèle	4 186 154	4 570 007
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	-	-
Crédits de trésorerie	1 075 242	1 085 629
Crédits à l'équipement	-	-
Crédits à l'habitat	2 982 537	3 323 434
Autres crédits	112 730	136 034
Prêts à la clientèle financière	72	11 563
Comptes ordinaires débiteurs	15 251	13 276
Valeurs non imputées	323	70
Créances douteuses	514 960	450 926

Dépréciation des créances sur la clientèle	-147 611	-96 564
Total	4 553 503	4 924 369

Par qualité d'encours

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle par qualité		
Encours sains	4 186 154	4 570 007
Encours douteux (net)	367 349	354 362
Encours douteux (brut)	514 960	450 926
Dépréciation des créances sur la clientèle	-147 611	-96 564
Total	4 553 503	4 924 369
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-44 095	-42 026

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle éligible au refinancement de la BDF par durée résiduelle		
Créances rattachées		-
Autres éléments non ventilables		-
≤ 3 mois	34 998	34 931
> 3 mois et ≤ 1 an	103 516	103 372
> 1 an et ≤ 5 ans	557 715	559 907
> 5 ans	1 780 763	1 814 142
Sous-total	2 476 992	2 512 352
Créances sur la clientèle non éligible au refinancement de la BDF par durée résiduelle		
Créances rattachées	11 898	14 209
Autres éléments non ventilables	1 060 185	390 732
≤ 3 mois	36 447	167 413
> 3 mois et ≤ 1 an	63 890	495 625
> 1 an et ≤ 5 ans	320 062	769 673
> 5 ans	584 028	574 365
Sous-total	2 076 511	2 412 017
Total	4 553 503	4 924 369

Créances à la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025		Au 31/12/2024	
	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations
Opérations avec la clientèle par agent économique				
Sociétés non financières	708 681	268 085	1 044 141	258 246
Entrepreneurs individuels	2 945	1 405	3 749	809
Particuliers	3 463 249	97 240	3 496 800	94 944
Autres agents non financiers			-	-
Clientèle financière			11 472	-
Administrations centrales			-	-
Créances rattachées	11 279	618	13 845	363
Total	4 186 154	367 349	4 570 007	354 362

Créances à la clientèle par type de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025				
	Crédit Immobilier	Crédits Restructurés secured	Crédits Restructurés unsecured	Divers (Non Core)	Total
Opérations avec la clientèle par type de crédit					
Encours sain	700 705	3 122 899	350 658	11 893	4 186 154
Dont décote		-6 271	-6 460		-12 731
Dont créances rattachées	3 471	6 464	1 212		11 148
Encours douteux net	268 704	89 101	9 543	1	367 349
Encours douteux	380 929	97 109	20 018	16 905	514 960
Dont compromis	379 912	46 981	8 723	16 511	452 127
Dont décote			-2 864		-2 864
Dont créances rattachées	502	84	33		618
Dépréciation des créances sur la clientèle	-112 225	-8 007	-10 475	-16 904	-147 611
Total	969 408	3 212 000	360 200	11 894	4 553 503
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-23 824	-12 092	-7 887	-292	-44 095

Note 15. – Portefeuille de titres de placement et d'investissement

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	115 667	133 058
Titres de placement	75 490	93 514
Dépréciation sur titres de placement	-183	-868
Créances rattachées sur titres de placement	181	251
Titres d'investissement	39 904	39 863
Créances rattachées sur titres d'investissement	275	297
Obligations et autres titres à revenu fixe	110 414	476 024
Titres de placement	56 825	76 637
Dépréciation sur titres de placement	-252	-439
Créances rattachées sur titres de placement	1 091	1 170
Titres d'investissement	51 913	394 857
Créances rattachées sur titres d'investissement	838	3 799
Actions et autres titres à revenu variable	491	491
Titres de placement	491	491
Créances rattachées sur actions et autres titres à revenu variable	-	-
Total	226 572	609 573

Décotes et surcotes nettes restant à amortir

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Titres de placement		
Décote/surcote	462	590
Titres d'investissement		
Décote/surcote	183	280
Total	646	870

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées par durée résiduelle		
Créances rattachées	457	548
Autres éléments non ventilables	-183	-867

≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	17 100	18 125
> 1 an et ≤ 5 ans	37 188	50 263
> 5 ans	61 106	64 989
Total	115 667	133 058
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable par durée résiduelle		
Créances rattachées	1 929	4 969
Autres éléments non ventilables	-252	-439
≤ 3 mois	7 499	14 997
> 3 mois et ≤ 1 an	8 206	366 506
> 1 an et ≤ 5 ans	93 017	89 975
> 5 ans	507	507
Total	110 905	476 515

Note 16. – Participations et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Parts dans les entreprises liées		
Filiales (50 % du capital détenu)	89 368	73 530
Valeur brute	89 613	73 727
Dépréciation	-245	-197
Sous-total	89 368	73 530
Dont établissements de crédit	89 368	73 482
Participations		
Participations (10 à 50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Autres Participations (<10 % du capital détenu)	5 244	7 024
Valeur brute	5 244	7 024
Dépréciation	-0	-0
Sous-total	5 244	7 024
Dont établissements de crédit	5 244	7 024
Total	94 612	80 553

Note 17. – Opérations de crédit-bail

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Opérations de Crédit-Bail et location avec options d'achat		
Crédit-Bail - Immobilisations (valeur nette)	-	-
Immobilisations (valeur brute)	6 078	6 078
Amortissements cumulés	-6 078	-6 078
Total	-	-

Note 18. – Immobilisations et amortissements

Variation des immobilisations sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025			Au 31/12/2024
	Valeur brute (1)	Acquisitions	Cessions / Sorties	Transferts / Autres	Valeur brute (1)
Immobilisations incorporelles					
Mali de fusion	-				-
Fonds commercial	-				-

Concessions, licences, logiciels et autres	31 599	53	-52	-35	31 634
Sous-total	31 599	53	-52	-35	31 634
Immobilisations corporelles					
Immeubles - Exploitation	-				-
Immeubles - Hors exploitation	-				-
Matériel et mobilier	6 065	12	-930		6 983
Autres immobilisations corporelles	6 625	11			6 614
Immobilisations corporelles en cours	-				-
Sous-total	12 690	23	-930	-	13 597
Immobilisations financières					
Titres de placement	57 316		-19 812		77 127
Titres d'investissement	51 913		-342 944		394 857
Titres de participation	5 244		-1 780		7 024
Parts dans les entreprises liées	89 613	15 886			73 727
Sous-total	204 085	15 886	-364 536	-	552 735
Total	248 374	15 962	-365 518	-35	597 965

(1) Hors créances rattachées

Variations des amortissements sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025		Au 31/12/2024
	Dépréciations ou amortissements cumulés	Dotations	Reprises	Dépréciations ou amortissements cumulés
Immobilisations incorporelles				
Mali de fusion	-			-
Fonds commercial	-			-
Concessions, licences, logiciels et autres	-29 686	-1 481	52	-28 258
Sous-total	-29 686	-1 481	52	-28 258
Immobilisations corporelles				
Immeubles - Exploitation	-			-
Immeubles - Hors exploitation	-			-
Matériel et mobilier	-5 713	-202	930	-6 441
Autres immobilisations corporelles	-3 825	-585		-3 239
Immobilisations corporelles en cours	-			-
Sous-total	-9 537	-787	930	-9 680
Immobilisations financières				
Titres de placement	-252		187	-439
Titres d'investissement	-			-
Titres de participation	-0			-0
Parts dans les entreprises liées	-245	-48		-197
Sous-total	-497	-48	187	-637
Total	-39 721	-2 316	1 169	-38 574

Variation nette des immobilisations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025			Au 31/12/2024		
	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette
Immobilisations incorporelles						
Mali de fusion	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels et autres	31 599	-29 686	1 913	31 634	-28 258	3 376

Sous-total	31 599	-29 686	1 913	31 634	-28 258	3 376
Immobilisations corporelles						
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	6 065	-5 713	352	6 983	-6 441	542
Autres immobilisations corporelles	6 625	-3 825	2 801	6 614	-3 239	3 375
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Sous-total	12 690	-9 537	3 153	13 597	-9 680	3 917
Immobilisations financières						
Titres de placement	57 316	-252	57 063	77 127	-439	76 688
Titres d'investissement	51 913	-	51 913	394 857	-	394 857
Titres de participation	5 244	-0	5 244	7 024	-0	7 024
Parts dans les entreprises liées	89 613	-245	89 368	73 727	-197	73 530
Sous-total	204 085	-497	203 588	552 735	-637	552 098
Total	248 374	-39 721	208 653	597 965	-38 574	559 392

Note 19. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Autres actifs		
Dépôts, avances et cautionnements	11 282	46 042
Comptes de règlement débiteur sur opérations sur titres	-	-
Fournisseurs débiteurs	4	34
Personnel	89	175
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes contestés et divers	209	2 551
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques, TVA	26	238
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances	649	824
Instruments conditionnels de taux d'intérêts - Achat (Prime Swap / Swaption)	-	-
Apporteurs et partenaires	-	-
Divers	5 070	8 580
Divers douteux	-	-
Total	17 329	58 445

Note 20. – Comptes de régularisation (actif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Comptes de régularisation (ACTIF)		
Valeurs reçues à l'encaissement	130	290
Compte d'ajustement sur devises	0	0
Pertes potentielles sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	43 577	76 139
Charges à répartir	10 302	12 692
Charges constatées d'avance	1 185	1 601
Produits à recevoir	10 513	19 096
Assurances & partenaires	508	250
Produits financiers à terme	-	-
Autres	10 006	18 846
Comptes de régularisation divers	859	2 426
Impôt différé - prêts à taux zéro	-	-
Autres	859	2 426
Total	66 566	112 244

Note 21. – Dettes envers les établissements de crédit

Dettes envers les établissements de crédit par nature

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes à vue	151 849	238 301
Dettes à terme	3 489 360	3 373 375
Total	3 641 209	3 611 675

Ventilation des dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit par durée résiduelle		
Dettes rattachées	37 360	16 275
Autres éléments non ventilables		-
≤ 3 mois	151 849	238 300
> 3 mois et ≤ 1 an	100 000	800 100
> 1 an et ≤ 5 ans	1 962 000	1 457 000
> 5 ans	1 390 000	1 100 000
Total	3 641 209	3 611 675

Note 22. – Dettes envers la clientèle

Dettes envers la clientèle par nature de dette

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers la clientèle		
Comptes ordinaires créditeurs	117 327	663 369
Comptes d'épargne à régime spécial	357	685
A vue	-	-
A terme	357	685
Autres dettes envers la clientèle	1 295 062	2 144 508
A vue	177	198
A terme	1 294 886	2 144 310
Dettes à terme avec clientèle financière	658 218	119 534
Total	2 070 965	2 928 096

Ventilation des dettes clientèle par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers la clientèle par durée résiduelle		
Dettes rattachées	83 532	83 555
Autres éléments non ventilables		-
≤ 3 mois	384 138	883 873
> 3 mois et ≤ 1 an	236 124	880 579
> 1 an et ≤ 5 ans	1 367 171	1 080 089
> 5 ans		-
Total	2 070 965	2 928 096

Note 23. – Dettes représentées par titre

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Emprunts obligataires	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Total	-	-

Ventilation des dettes représentées un titre par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes représentées par un titre par durée résiduelle		
Emprunts obligataires	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-

Note 24. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Dépôts de garantie reçus sur locations (CB)	-	-
Fournisseurs	106	203
Opérations de crédit-bail et location simple	-	-
Personnel - divers	11 596	8 113
Personnel - participation des salariés & intéressement	858	776
Sécurité sociale et organismes sociaux	7 467	6 923
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes & divers	1 481	2 234
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	195	1 592
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances & assistance	1 085	1 082
Frais de recouvrement	-	-
Apporteurs & partenaires	-130	-126
Divers	7 249	10 838
Total	29 907	31 636

Note 25. – Comptes de régularisation (passif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Compte d'ajustement sur devises	-	-
Gains sur contrats de couverture d'IFT	2 113	2 765
Gains potentiels sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	-	-
Gains à étaler sur contrats de couverture d'IFT dénoués	2 113	2 765
Produits constatés d'avance	1 730	2 612

Opérations de crédit	-	-
Opérations de crédit-bail et location	-	-
Produits financiers autres	-	-
Etalement du prêt à taux 0 %	-	-
Divers	1 730	2 612
Charges à payer	23 493	28 279
Charges financières - Autres	-	-
Commissions et points fidélités	15 914	22 105
Refacturation groupe	1 259	-
Comptes de régularisation divers	6 320	6 174
Total	27 336	33 656

Note 26. – Provisions pour risques et charges

Principales dépréciations déduites de l'actif

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025		Au 31/12/2024
	Dépréciations cumulées	Dotations	Reprises	Dépréciations cumulées
Titres et participations	681	48	-871	1 504
Effets publics et valeurs assimilées	183		-684	868
Obligations et autres titres à revenu fixe	252		-187	439
Participations	0			0
Parts dans les entreprises liées	245	48		197
Créances	147 655	64 532	-13 485	96 607
Etablissements de crédit	43	-		43
Clientèle	147 611	64 532	-13 485	96 564
Crédit-bail	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-		-
Autres actifs	-	-	-	-
Total	148 335	64 580	-14 356	98 111

Provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025		Au 31/12/2024
	Provisions	Dotations	Reprises	Provisions
Provisions bancaires et non-bancaires				
Provisions non-bancaires				
Charges de retraite complémentaire	33 187	884	-762	33 065
Redressements fiscaux	-			-
Divers non-bancaire	45 028	43 268	-12 444	14 204
Sous-total	78 215	44 152	-13 206	47 269
Provisions bancaires				
Risques sur engagements hors-bilan	5 593	5 593		-
Sur la clientèle	44 095	14 116	-12 047	42 026
Litiges clients	-			-
Epargne logement	-			-
Sous-total	49 689	19 710	-12 047	42 026
Total	127 903	63 861	-25 253	89 295

Note 27. – Dettes subordonnées

Par type d'emprunt subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes subordonnées		
Emprunts subordonnés	89 946	73 000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée	90 000	90 000
Dettes rattachées	3 016	1 276
Total	182 962	164 276

Ventilation des dettes subordonnées par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes subordonnées par durée résiduelle		
Dettes rattachées	3 016	1 276
Autres éléments non ventilables		-
≤ 3 mois		-
> 3 mois et ≤ 1 an		-
> 1 an et ≤ 5 ans		-
> 5 ans	179 946	163 000
Total	182 962	164 276

Note 28. – Capitaux propres

Détail des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Capitaux propres hors FRBG		
Prime d'apport	-	-
Capital souscrit appelé	276 154	276 154
Capital souscrit non-appelé	-	-
Primes d'émission	28 474	28 474
Réserve légale	27 616	27 616
Autres réserves	260	260
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	34 929	100 294
Acomptes sur dividende	-	-
Résultat en instance d'approbation	-	-
Résultat de l'exercice	-126 392	-65 366
Total	241 041	367 433

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dividende	-	-
Nombre d'actions existantes	43 284 373	43 284 373

(En euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Quote-part de chaque action dans les capitaux propres	5,57	8,49
Résultat par action	-2,92	-1,51
Dividende net attribué à chaque action	-	-0,00

Evolution des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024
Capitaux propres	367 433

(En milliers d'euros.)	Variations 2025
Résultat de la période	-126 392
Emission liée aux options de souscription d'actions	-
Augmentation de capital	-
Acompte sur dividendes	-
Autres	-

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025
Capitaux propres	241 041

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Avant affectation du résultat		
Report à nouveau	34 929	100 294
Résultat de la période	-126 392	-65 366
Proposition d'affectation du résultat (1)		
Dividendes	-	-
Réserve légale	-	-
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	-126 392	-65 366
Après affectation du résultat (1)		
Dividendes	-	-
Réserve légale	-	-
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	-91 463	34 929

(1) Sous réserve de l'approbation de l'AG

Note 29. – Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	1 345 123	1 410 457
Dont entreprises liées	1 237 148	1 291 291
Dont prêts subordonnés	10 065	10 065
Dont participations	-	-
Créances sur la clientèle	4 553 503	4 924 369
Dont entreprises liées	11 284	4 984
Dont participations	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable	110 905	476 515
Dont entreprises liées	24 948	352 124
Dont participations	-	-
Total	6 009 531	6 811 340

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Passif		
Dettes envers les établissements de crédit	3 641 209	3 611 675
Dont entreprises liées	3 625 243	3 577 016
Dont participations	-	-
Comptes à vue créditeurs de la clientèle	117 504	663 566
Dont entreprises liées	90 938	611 815
Dont participations	-	-
Comptes à terme créditeurs de la clientèle	1 953 461	2 264 529
Dont entreprises liées	560 000	-
Dont participations	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dont entreprises liées	-	-

Dont participations	-	-
Dettes subordonnées	182 962	164 276
Dont entreprises liées	182 962	164 276
Dont participations	-	-
Total	5 895 136	6 704 047

Produits et charges de l'exercice sur prêts et emprunts subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits de l'exercice sur prêts subordonnés	226	227
Dont entreprises liées	226	227
Dont participations	-	-
Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-16 517	-13 083
Dont entreprises liées	-16 517	-13 083
Dont participations	-	-
Total	-16 291	-12 857

Note 30. – Détail des intérêts (bilan)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Intérêts à recevoir		
Créances envers les banques centrales	-	-
Créances sur les établissements de crédit	32 179	23 615
Créances sur la clientèle	11 898	14 209
Immobilisations financières	2 385	5 518
Comptes de régularisation actif	-	-
Total	46 463	43 341
Intérêts à payer		
Dettes envers les banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	37 360	16 275
Comptes créditeurs de la clientèle	83 532	83 555
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	3 016	1 276
Comptes de régularisation passif	-	-
Total	123 909	101 106

Note 31. – Instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025		Au 31/12/2024	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur
Swaps de taux				
Administrations centrale et assimilées			-	-
Etablissements de crédit	4 874 157	-38 914	4 574 308	-70 445
Autres contreparties			-	-
Total	4 874 157	-38 914	4 574 308	-70 445
Swaps de taux par durée résiduelle				
< 1 an	1 732 396		944 688	-
≥ 1 an et ≤ 5 ans	1 950 198		1 781 694	-
> 5 ans	1 191 563		1 847 926	-
Total	4 874 157	-	4 574 308	-

Note 32. – Filiales et participations au 31 décembre 2025

(En milliers d'euros.) (sauf indication contraire)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :					
SOREFI - 5 Rue André LARDY LA MARE, 97438 SAINTE MARIE	8 156	4 602	100	15 639	15 639
SOMAFI SOGUAFI - ZI les MANGLES ACAJOU, 97232 LE LAMENTIN	21 181	-26 752	99,99	63 730	63 730
MMB SCF - 20, avenue André Prothin, 92063 Paris la Défense	10 000	5 042	99,99	9 999	9 999
II. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales non reprises ci-dessus. Sociétés françaises (ensemble)	-	-	-	0	-
Participations non reprises ci-dessus. Sociétés françaises (ensemble)	-	-	-	5	5

(En milliers d'euros.) (sauf indication contraire)	Au 31/12/2025				
	Prêts & avances consentis par la société et non remboursés	Montants des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat (bénéfice net ou perte du dernier exercice)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :					
SOREFI - 5 Rue André LARDY LA MARE, 97438 SAINTE MARIE	501 000	-	135 142	-7 247	-
SOMAFI SOGUAFI - ZI les MANGLES ACAJOU, 97232 LE LAMENTIN	556 000	-	137 893	-20 536	-
MMB SCF - 20, avenue André Prothin, 92063 Paris la Défense		1 961 180	19 010	4 070	5 259
II. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales non reprises ci-dessus. Sociétés françaises (ensemble)	-	-	-	-	-
Participations non reprises ci-dessus. Sociétés françaises (ensemble)	-	-	-	-	-

Note 33. – Résultat des cinq derniers exercices

En euros	2021	2022	2023	2024	2025
Capital en fin d'exercice					
Capital social	276 154 300	276 154 300	276 154 300	276 154 300	276 154 300
Nombre des actions ordinaires existantes	43 284 373	43 284 373	43 284 373	43 284 373	43 284 373
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	230 543 875	276 293 282	441 725 104	449 994 375	354 835 558
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	8 242 120	4 148 359	-40 051 986	-51 344 970	-40 490 610
Impôt sur les bénéfices	1 288 729	847 417	-	-	-
Participation et intéressement des salariés due au titre de l'exercice	1 668 011	1 115 203	-	776 000	858 369
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	15 556 454	10 910 551	-27 733 862	-65 365 733	-126 391 672
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Résultats par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	0,12	0,05	-0,93	-1,20	-0,96
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	0,36	0,25	-0,64	-1,51	-2,92
Dividende net attribué à chaque action	0,49	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	516	543	563	537	462
Montant de la masse salariale de l'exercice	33 987 982	36 866 569	37 700 323	37 545 733	36 610 577
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	18 263 341	19 784 788	20 814 723	20 146 313	20 800 356

Note 34. – Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2025

(En milliers d'euros.) (sauf indication contraire) Nature	Au 31/12/2025					
	Titres (en nombre)	Valeur nette	Dont plus-value de réévaluation	Coté / Non coté	Marché actif / Non actif	Emetteur public ou autre
I. Titres de placement - Effets publics et valeurs assimilées						
Titres des tranches Séniors, Mezzanines & Juniors souscrites lors des émissions ABS			-	- coté	marché actif	autre émetteur
Obligations et autres titres à revenu fixe (HQLA)		56 573	-	-		
Dont HQLA		56 557	-	coté	marché actif	autre émetteur
Dont SOLOCAL		16	-	coté	marché actif	autre émetteur
Dont Effets publics		75 307	-	coté	marché actif	émetteur public
Autres titres à revenu variable		297	-	non coté	non	autre émetteur
Autres titres à revenu variable		194	-	coté	marché actif	autre émetteur
Créances rattachées		1 272	-	N/A	N/A	N/A
Sous-total		133 642	-			
II. Titres d'investissement						
Obligations et autres titres à revenu fixe		91 817	-	coté	marché actif	autre émetteur
Créances rattachées		1 113	-	N/A	N/A	N/A
Sous-total		92 930	-			
III. Titres de participation						
Actions BPI (ex OSEO)	14 059	99	-	non coté	non	émetteur public
Certificat d'association Fonds Garantie des dépôts		5 145	-	non coté	non	émetteur public
Sous-total		5 244	-			
IV. Titres et filiales						
Actions SOREFI	543 718	15 639	-	non coté	non	autre émetteur
Actions SOMAFI-SOGUAFI	1 412 078	63 730	-	non coté	non	autre émetteur
Actions MMB SCF	999 900	9 999	-	non coté	non	autre émetteur
Actions SLMB	2 499	-	-	non coté	non	autre émetteur
Sous-total		89 368	-			
Participations dans les sociétés immobilières de promotion non cotées		-	-			
Titres de participation et de placement dont la valeur d'inventaire est inférieure à 15 245 € par valeur		-	-			
Sous-total		-	-			
Total		321 184	-			

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

À l'assemblée générale de la société My Money Bank S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit de CCF Holding S.A.S.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025, ainsi que sur les éventuelles incidences de la première application de ce règlement.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients et de la provision statistique sur portefeuilles homogènes

Point clé de l'audit

My Money Bank S.A. comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédits inhérents à ses activités pour un montant de 148 millions d'euros à l'actif et de 44 millions d'euros au passif au 31 décembre 2025 comme indiqué dans la note 14 de l'annexe aux comptes sociaux.

La direction comptabilise à l'actif des dépréciations estimées sur base individuelle en se fondant sur la valorisation du bien mis en garantie pour la principale activité de la société et sur des taux de récupérations historiques construits après le passage en douteux des créances concernées pour les autres activités de la société.

Elle comptabilise également au passif du bilan des provisions pour risque de crédit estimées sur base collective et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

L'estimation des provisions fait appel au jugement et relève d'estimations comptables du fait de l'incertitude sur les montants qui seront recouvrés ainsi que des délais pour les recouvrer.

Nous avons considéré la détermination des dépréciations des créances et des provisions pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison de l'importance relative de ces postes dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination des flux futurs estimés ainsi que de la valeur des garanties associées.

Réponse d'audit apportée

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sous-jacentes et le bien-fondé des hypothèses retenues par la direction pour déterminer le montant comptabilisé au titre des dépréciations des créances à l'actif du bilan et le montant comptabilisé au passif du bilan au titre des provisions statistiques estimées sur base collective.

Nous avons :

- pris connaissance du dispositif de gouvernance et de contrôle interne relatif à l'appréciation du risque de crédit et à l'évaluation des dépréciations
- évalué les procédures de contrôle interne pour s'assurer du correct respect des normes comptables françaises relatives au risque de crédit,
- testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés relatifs à ces procédures y compris les contrôles informatiques pertinents, notamment ceux portant sur le correct classement des créances entre la catégorie « encours sains » et « encours douteux ».

Concernant les dépréciations déterminées sur base individuelle, nos procédures d'audit substantives ont été les suivantes :

- contrôler l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;
- s'assurer par sondage, de la correcte valorisation des garanties ;
- tester au 31 décembre 2025 sur une sélection de dossiers de crédit, les principaux critères appliqués pour la classification des encours douteux, ainsi que les hypothèses retenues pour l'estimation des dépréciations individuelles afférentes.

Concernant les dépréciations déterminées sur base collective, nos procédures d'audit substantives ont été les suivantes :

- contrôler l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;

— s'assurer de la correcte application du taux de dépréciation sur les portefeuilles de crédit

Nous avons également apprécié les informations présentées dans la note 1 « principes comptables et méthodes d'évaluation » paragraphe « dépréciations », de l'annexe aux comptes annuels, relatives au risque de crédit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion, dans les autres documents
sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banque et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société par l'assemblée générale du 30 mai 1997 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 mai 2011 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 29^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la 14^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de CCF Holding S.A.S. de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce

qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit de CCF Holding S.A.S.

Nous remettons au comité d'audit de CCF Holding S.A.S. un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit de CCF Holding S.A.S. la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes,
Paris La Défense et Paris, le 7 mai 2026

KPMG S.A.
Ulrich Sarfati
Associé

RSM Paris
Ratana Lyvong
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du siège social de la société.